Editorial

UNIDAD DE ANÁLISIS POLÍTICO Y SEGURIDAD CORPORATIVA

ANALYSE DU SITUATION

GLOBAL

L'Europe dans la rue : de Paris à une vague de contestation à l'échelle du continent.

RÉGIONAL

Brésil et États-Unis : recomposition politique dans les Amériques et nouvel élan pour les forces progressistes sur le continent.

LOCAL

La Colombie sous le gouvernement d'Abelardo de la Espriella : bilan et défis des 90 premiers jours.



GLOBAL

L'Europe dans la rue : de Paris à une vague de contestation à l'échelle du continent.

Entre septembre et novembre, plusieurs pays européens ont été le théâtre de mobilisations sociales, de manifestations et d'épisodes de troubles à l'ordre public, allant de l'expression pacifique du mécontentement à des affrontements violents. L'un des premiers foyers d'attention s'est situé en France, plus précisément dans l'agglomération parisienne, où, le 17 septembre, des élèves du lycée Saint-Exupéry, situé à Créteil, ont lancé une série de mobilisations pacifiques en direction du sud-ouest de la capitale. Ces manifestations traduisaient un mécontentement à l'égard des conditions du système éducatif français, notamment en raison de l'insuffisance des moyens alloués, du manque d'enseignants et des interrogations soulevées quant à la qualité de l'enseignement (RTÉ, 2026 ; Le Monde, 2026).

À la suite de cet épisode, les mobilisations ont progressivement gagné d'autres établissements de la région parisienne, puis plusieurs villes françaises, avant de s'étendre à d'autres pays européens, notamment l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne. Cette dynamique peut être analysée à travers la théorie de la diffusion des mouvements sociaux, selon laquelle les expériences de mobilisation, leurs revendications et leurs modes d'action sont repris par d'autres acteurs confrontés à des problématiques similaires à celles à l'origine du mouvement initial. Dans ce processus, les réseaux sociaux et les médias jouent un rôle d'amplification en facilitant la diffusion des appels à manifester, des images et des discours, contribuant ainsi à l'extension des mouvements de protestation et à la convergence des mécontentements dans différents contextes européens (McAdam & Rucht, 1993 ; Tarrow, 2005).

À mesure que les mobilisations se sont étendues à d'autres villes françaises et à différents pays européens, les manifestations ont progressivement évolué, passant de rassemblements pacifiques à des épisodes de violence et de troubles à l'ordre public. Des villes telles que Paris, Lille, Barcelone, Nice, Madrid, Marseille, Rome, Milan, Francfort, Bruxelles et Berlin ont connu des blocages de routes, des perturbations de la circulation et des affrontements entre manifestants et forces de sécurité.

Ces événements ont entraîné des atteintes à l'ordre public ainsi que des dommages matériels touchant aussi bien les biens publics que les établissements commerciaux privés, notamment les petits commerces et les points de vente de grandes entreprises multinationales (El Comercio, 2026 ; UNO Entre Ríos, 2026).

L'ampleur des mobilisations permet de mesurer la portée continentale de ce phénomène. Selon une analyse des données de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), plus de 1 700 manifestations et épisodes de troubles impliquant au moins 100 participants ont été recensés dans 31 pays européens entre le 15 septembre et le 30 octobre 2026. La France concentre à elle seule plus de 1 200 événements, suivie de l'Espagne avec 173, de l'Italie avec 160, de l'Allemagne avec 70 et du Portugal avec 33. Bien que l'intensité et le nombre de mobilisations aient varié d'un pays à l'autre, les manifestations ne se sont pas limitées au cas français. Elles se sont au contraire étendues à une grande partie du continent et ont été principalement liées aux insuffisances du système éducatif, au coût de la vie, aux salaires, à l'accès au logement ainsi qu'aux différentes défaillances des services publics (Duggal, 2026).

Cette situation a engendré des difficultés dans plusieurs domaines de la société de ces pays européens, notamment sur les plans économique, politique et sécuritaire. Sur le plan économique, comme indiqué précédemment, les commerces, quelle que soit leur taille, ont été touchés par les actes de violence visant leurs établissements, les perturbations des chaînes d'approvisionnement provoquées par les blocages routiers ainsi que la baisse des ventes liée à la diminution de la fréquentation des commerces par les personnes ne participant pas aux manifestations.

En France, épicentre de cette vague de mobilisations, les conséquences économiques des troubles ont particulièrement affecté le secteur commercial. Selon les estimations de la Chambre de commerce française (2026), environ 2 400 établissements auraient été touchés par les épisodes de violence, tandis que les pertes économiques liées aux dégâts matériels et à l'interruption de l'activité commerciale avoisineraient les 2 milliards de dollars. À cela s'ajoute une dégradation de la confiance des consommateurs, qui a atteint en octobre son niveau le plus bas depuis 13 ans.

Cet impact est d'autant plus préoccupant à l'approche des fêtes de fin d'année, novembre et décembre représentant habituellement près de 40 % du chiffre d'affaires annuel du commerce de détail en France. De son côté, CCI France a estimé que les dommages subis par les établissements commerciaux dépasseraient le milliard d'euros, ce qui témoigne de l'ampleur des répercussions sur le tissu économique et l'activité des entreprises du pays (Parodi & Reid, 2026 ; CCI France, 2026).

L'Italie a également subi des répercussions économiques liées aux mobilisations, notamment en raison des blocages organisés par les transporteurs sur les principaux axes routiers utilisés pour l'approvisionnement et la distribution des marchandises. Ces interruptions ont entravé l'acheminement des produits vers différents établissements commerciaux, entraînant des ruptures de stock pour certaines denrées alimentaires dans les supermarchés et les commerces de détail, notamment la viande, les pâtes et les fromages, qui occupent une place importante dans l'alimentation italienne.



Cette situation a pesé sur l'activité commerciale et mis en évidence la manière dont les perturbations des chaînes d'approvisionnement peuvent répercuter les effets des mouvements de protestation sur différents secteurs de l'économie nationale.

Sur le plan politique, les répercussions de ces mobilisations ont été manifestes dans les différents pays européens. Elles ont exercé une pression considérable sur les gouvernements et engendré des situations d'instabilité sociale, compliquant ainsi l'exercice du pouvoir et la gestion des conflits. Ces manifestations ont également mis en évidence les interrogations relatives à la légitimité des institutions et à la confiance des citoyens envers les gouvernements en place, notamment quant à leur capacité à répondre aux revendications sociales et à gérer les manifestations de mécontentement.

Par ailleurs, ces mobilisations ont dépassé le cadre politique national et suscité des prises de position de la part d'organisations internationales. À cet égard, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a exprimé sa préoccupation face aux affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, appelant au respect du droit des citoyens à se réunir pacifiquement et à la liberté d'expression. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a également remis en question le recours excessif à la force par les autorités lors de la gestion de certaines de ces manifestations, soulignant l'importance de garantir le respect des droits fondamentaux, y compris dans des situations de troubles à l'ordre public (ONU Info, 2026).

Sur le plan sécuritaire, les pays concernés ont également subi les conséquences des événements précédemment décrits, notamment les blocages routiers, les affrontements entre manifestants et forces de sécurité, ainsi que les attaques visant des infrastructures et des biens publics et privés. Ces dynamiques ont non seulement compromis la sécurité physique des personnes et des bâtiments, mais ont également engendré des risques en matière de sécurité alimentaire, en raison des perturbations des chaînes d'approvisionnement, ainsi que de sécurité environnementale, du fait de l'utilisation d'engins explosifs et d'agents chimiques, tels que les gaz lacrymogènes, lors des épisodes de confrontation (Espitia, 2021). Dans une approche multidimensionnelle de la sécurité, ces répercussions dépassent donc le seul cadre de la sécurité physique et s'étendent à d'autres dimensions ayant une incidence sur le bien-être de la population et le fonctionnement des sociétés.

Face à cette situation, certains dirigeants politiques européens ont attribué les épisodes de violence et de destruction survenus lors des mobilisations à la participation de groupes extrémistes, en les distinguant des manifestations pacifiques. En France, le président Emmanuel Macron a souligné qu'il ne fallait pas confondre les étudiants manifestant pacifiquement avec les auteurs des actes de violence, qu'il a attribués à des groupes d'extrême gauche ainsi qu'à des individus ayant profité des mobilisations pour commettre des actes délictueux, principalement des cambriolages de domiciles et des vols dans des établissements commerciaux (El País, 2026). En Italie, Francesco Filini, député du parti Fratelli d'Italia, auquel appartient la Première ministre Giorgia Meloni, a également imputé à des mouvances d'extrême gauche les actes de destruction commis lors des manifestations (El Diario Alerta, 2026).

En conclusion, les mobilisations observées en Europe peuvent être analysées à la lumière de la théorie de la diffusion des mouvements sociaux et de ce que l'on appelle l'effet boule de neige, selon lequel les premières manifestations ont contribué à rendre visibles les expressions de mécontentement et à favoriser leur propagation à d'autres villes et pays. Par ailleurs, ces événements mettent en évidence l'existence de diverses formes de mécontentement social liées à des décisions et à des politiques gouvernementales qui, du point de vue des manifestants, ont porté préjudice à différents secteurs de la population, notamment dans les domaines de l'éducation, de l'accès au logement et des conditions de vie en général. Ce contexte permet de mettre en évidence des remises en question de la légitimité institutionnelle ainsi qu'une possible érosion de la confiance des citoyens envers certains gouvernements européens. Ces facteurs contribuent à expliquer la persistance des mobilisations et la recherche d'espaces d'expression collective.

Il convient toutefois de prendre également en considération les accusations formulées par certains dirigeants politiques concernant la participation présumée de mouvances d'extrême gauche à certains épisodes de violence et de destruction, ainsi que l'exploitation de ces situations par des individus ou des groupes se livrant à des activités criminelles. Dès lors, le défi pour les gouvernements européens consiste à distinguer les manifestations légitimes et pacifiques des actes de violence, à garantir l'exercice des droits fondamentaux et à préserver l'ordre public, sans pour autant ignorer les revendications sociales à l'origine de ces mobilisations.



Brésil et États-Unis : recomposition politique dans les Amériques et nouvel élan pour les forces progressistes sur le continent.

Entre la dernière semaine d'octobre et la première semaine de novembre 2026, deux des pays les plus peuplés du continent américain, le Brésil et les États-Unis, ont enregistré des résultats électoraux favorables aux forces politiques de gauche et de centre gauche. Au Brésil, le second tour de l'élection présidentielle s'est tenu le 25 octobre. À cette occasion, Luiz Inácio Lula da Silva a été réélu avec 51,79 % des suffrages valablement exprimés, contre 48,21 % pour son adversaire, Flávio Bolsonaro, représentant de la droite brésilienne. Ce résultat a inversé l'avantage dont Bolsonaro bénéficiait à l'issue du premier tour, au cours duquel il avait obtenu 47,03 % des voix, contre 45,16 % pour Lula (Agência Câmara, 2026).

De son côté, le 3 novembre, à l'occasion des élections de mi-mandat aux États-Unis, le Parti démocrate a enregistré des avancées significatives tant au Congrès que lors des élections organisées au niveau des États. Selon le bilan préliminaire publié par Anadolu Agency (2026) le 4 novembre, les démocrates obtenaient 54 sièges contre 44 pour les républicains au Sénat, et 228 contre 139 à la Chambre des représentants, leur permettant ainsi d'envisager le contrôle des deux chambres du Congrès.

À l'échelle des États, le parti a également pris l'avantage dans les élections au poste de gouverneur, avec 28 gouverneurs démocrates contre 20 républicains. Ces résultats ont constitué un revers politique pour Donald Trump et son parti, en modifiant le rapport de forces au sein du pouvoir législatif pour la seconde moitié de son mandat et en renforçant la position de l'opposition démocrate (Anadolu Agency, 2026 ; Reuters, 2026).

Les résultats de l'élection présidentielle au Brésil et des élections législatives et locales aux États-Unis témoignent d'une progression électorale des forces progressistes et de gauche dans deux pays disposant d'une profondeur stratégique considérable, d'une forte densité démographique et d'un poids géopolitique majeur. Cette situation revêt une importance particulière dans le cas des États-Unis, compte tenu de leur influence sur le système international et sur l'équilibre des pouvoirs à l'échelle du continent. Par conséquent, les changements dans la composition de leurs institutions politiques et dans l'orientation de leurs gouvernements sont susceptibles d'avoir des répercussions non seulement sur la dynamique interne de ces deux pays, mais également sur l'environnement géopolitique régional, notamment en ce qui concerne leurs relations bilatérales et multilatérales, la définition de leurs principales priorités en matière de politique étrangère et leurs interactions avec les autres États du continent.

La modification du rapport de forces au sein du Congrès américain, conjuguée aux résultats des élections des gouverneurs, pourrait avoir des conséquences importantes sur la capacité de Donald Trump à mettre en œuvre son programme politique au cours des deux dernières années de son mandat. La nouvelle majorité démocrate dans les deux chambres, qui prendra ses fonctions en janvier 2027, devrait constituer un obstacle supplémentaire à l'adoption des projets de loi portés par la Maison-Blanche, ainsi qu'aux négociations relatives au budget fédéral et à d'autres décisions nécessitant l'intervention du pouvoir législatif.

Parmi ces dernières figurent les autorisations budgétaires ainsi que les prérogatives constitutionnelles du Congrès en matière de déclaration de guerre. Le président conservera toutefois ses propres pouvoirs exécutifs, notamment son droit de veto. Le nouveau contexte ne signifie donc pas une perte totale de sa capacité à gouverner, mais plutôt l'instauration d'un environnement marqué par des négociations plus complexes et une confrontation institutionnelle accrue (CNN, 2026).

Par ailleurs, le contrôle démocrate du Congrès permettra de renforcer les mécanismes de contrôle de l'exécutif, notamment par le biais d'enquêtes, d'auditions et de convocations de responsables de l'administration. La surveillance des membres du cabinet présidentiel pourrait également s'intensifier et ouvrir la voie à d'éventuelles procédures de impeachment (mise en accusation), visant aussi bien le président que d'autres hauts responsables fédéraux, sous réserve du respect des fondements et des conditions prévus par la Constitution. Dans ce contexte, l'administration Trump devra faire face à une opposition parlementaire disposant de moyens accrus pour contrôler ses décisions, conditionner l'octroi de ressources et freiner l'avancement de certaines de ses initiatives.



De leur côté, les résultats des élections au poste de gouverneur pourraient également avoir des répercussions importantes sur l'administration du président Donald Trump.

La prédominance des gouverneurs démocrates pourrait entraîner des relations plus distantes et conflictuelles entre les gouvernements des États et la Maison-Blanche, en particulier dans les territoires où les autorités locales défendent des positions politiques contraires aux orientations de l'exécutif fédéral. Ainsi, l'alignement politique qui existait auparavant entre une grande partie des gouverneurs républicains et le président pourrait s'affaiblir, laissant place à davantage de contestations et de résistances à l'égard de certaines politiques défendues par Washington.

L'un des domaines dans lesquels cette situation pourrait se manifester le plus clairement est celui de la politique migratoire. Les gouverneurs démocrates pourraient adopter des mesures visant à limiter la coopération des autorités étatiques et locales avec le Service de l'immigration et des douanes des États-Unis (Immigration and Customs Enforcement, ICE), entravant ainsi certaines des activités menées par cette agence sur leurs territoires respectifs. Cela pourrait se traduire par des restrictions concernant le partage d'informations, la participation des forces de police locales aux opérations liées à l'immigration et l'utilisation des ressources des États pour soutenir les activités de contrôle migratoire et d'expulsion. Par ailleurs, la nouvelle composition du Congrès pourrait ouvrir la voie à un réexamen, à une réduction ou à un encadrement des crédits budgétaires alloués à l'ICE, ce qui pourrait, à terme, avoir des répercussions sur ses capacités opérationnelles et sur l'étendue de ses activités de contrôle migratoire (Uno TV, 2026).

À la suite de ces changements dans la composition du Congrès et dans les gouvernements des États américains, la dynamique des relations entre Washington et l'Amérique latine pourrait également connaître certaines évolutions. Cette situation s'explique en partie par la configuration politique actuelle de la région, où des pays tels que la Colombie, le Pérou, le Chili, l'Équateur, l'Argentine et la Bolivie sont dirigés par des gouvernements de droite ou de centre droit, dont les orientations politiques présentent certains points de convergence avec les principales propositions de l'administration Trump, notamment en matière de sécurité, de lutte contre la criminalité organisée et de coopération militaire.

Cette convergence politique a favorisé le rapprochement entre Washington et plusieurs gouvernements latino-américains, sans pour autant impliquer une concordance totale de leurs agendas et de leurs intérêts nationaux. Dans ce contexte, il convient de mentionner l'initiative portée par le gouvernement américain, intitulée Alliance pour la lutte contre la criminalité dans les Amériques (Alliance for Combating Crime in the Americas, A3C), plus communément connue sous le nom de Bouclier des Amériques (Shield of the Americas). Cette initiative a fait l'objet de critiques de la part de certains secteurs du Parti démocrate, notamment en raison de son approche militarisée face aux menaces liées à la criminalité organisée et de l'étendue de la coopération en matière de sécurité qu'elle prévoit. Dans ces conditions, le renforcement de l'opposition démocrate au Congrès pourrait se traduire par un contrôle parlementaire accru de cette initiative, ainsi que des accords de coopération et des opérations de sécurité menés par les États-Unis avec leurs partenaires dans la région.

Par ailleurs, les implications du maintien de Luiz Inácio Lula da Silva à la présidence du Brésil et de la poursuite de son projet politique progressiste revêtent une importance considérable pour la région et pour la configuration de l'environnement géopolitique latino-américain, notamment au regard de deux aspects. Le premier concerne la continuité et le renforcement des relations entre le Brésil et la République populaire de Chine, dont la présence économique et stratégique dans le pays sud-américain pourrait continuer à se consolider au cours de ce nouveau mandat présidentiel.

Cet enjeu revêt une importance particulière compte tenu de la profondeur stratégique du Brésil qui, de par son étendue territoriale, constitue l'un des principaux axes géographiques de l'Amérique du Sud et partage des frontières avec dix pays et territoires de la région, parmi lesquels la Colombie, le Venezuela, le Pérou, la Bolivie et l'Argentine. Par conséquent, le renforcement des liens entre le Brésil et Pékin constitue un facteur important pour le développement des intérêts chinois sur le continent, notamment dans les domaines commercial, énergétique, technologique et des infrastructures. Cette dynamique pourrait ainsi contribuer à élargir la présence chinoise dans une région revêtant une importance stratégique dans le cadre de la compétition entre les principales puissances mondiales.

Le second aspect concerne la position du Brésil à l'égard de l'émergence d'un ordre international multipolaire, dans lequel les économies émergentes et les puissances en développement disposeraient d'une participation accrue aux principaux espaces de décision du système international. À cet égard, le rôle du Brésil au sein du groupe des BRICS est fondamental. En tant que membre fondateur de ce groupe, le pays a notamment encouragé le renforcement de la coopération entre les économies émergentes ainsi que la réforme des institutions de gouvernance mondiale.

Par ailleurs, le gouvernement de Lula a soutenu des initiatives visant à réduire la dépendance au dollar américain dans les transactions commerciales internationales, en encourageant une utilisation accrue des monnaies nationales dans les échanges entre les pays membres. Cette position remet en question la place centrale du dollar dans le système financier international et s'inscrit dans une démarche visant à diversifier les mécanismes de coopération économique et financière. Une telle orientation pourrait générer des tensions avec les intérêts stratégiques de Washington et constituer un facteur supplémentaire de rivalité dans ses relations avec le Brésil et les autres membres du groupe.

En conclusion, les résultats électoraux au Brésil et aux États-Unis auront des répercussions aussi bien sur la dynamique politique interne de ces pays que sur l'environnement géopolitique latino-américain. La poursuite du projet politique progressiste de Lula et les avancées démocrates au sein des institutions américaines soulèvent de nouveaux défis pour les relations régionales, notamment dans les domaines de la sécurité, de la coopération militaire et de la politique étrangère. Cette configuration pourrait entraîner des tensions, de nouveaux rapprochements stratégiques et une évolution des dynamiques bilatérales et multilatérales sur le continent, dans un contexte de compétition géopolitique entre les principales puissances mondiales.



La Colombie sous le gouvernement d'Abelardo de la Espriella : bilan et défis des 90 premiers jours.

Le 7 août 2026, Abelardo de la Espriella a pris ses fonctions présidentielles à l'issue de sa cérémonie d'investiture organisée dans la ville de Cali, assumant ainsi officiellement les prérogatives et les responsabilités constitutionnelles inhérentes à la fonction de chef de l'État. Son accession au pouvoir a été précédée d'une campagne électorale marquée par une forte dimension symbolique, des stratégies de communication visant à établir un lien avec l'électorat, et plus particulièrement avec ce que l'on appelle l'électeur médian, ainsi que par un discours nationaliste axé sur le rétablissement de la sécurité et le renforcement de l'autorité de l'État (Rubio Marín, s. d.).

Son projet politique s'est articulé autour d'un principe central : garantir la sécurité des Colombiens et protéger les intérêts nationaux au moyen d'une politique de fermeté à l'égard des organisations criminelles. Cette approche prévoyait une réponse ferme contre les structures portant atteinte à la population civile, aux forces armées et aux forces de police, ainsi qu'à l'environnement et à la stabilité sociale du pays. Dans cette perspective, le renforcement des capacités militaires et policières, ainsi que la revalorisation du rôle de la Force publique dans la défense du territoire et de la souveraineté nationale, ont occupé une place centrale dans son discours électoral.

Dès le premier jour de son mandat, Abelardo de la Espriella disposait d'un cabinet ministériel constitué, dont les nominations ont commencé à envoyer des signaux politiques quant à l'orientation qu'il entendait donner à chaque portefeuille ministériel et aux courants idéologiques représentés au sein de l'exécutif. Parmi les nominations les plus marquantes figure celle du ministère de la Défense, à la tête duquel il a nommé le général de division à la retraite Jorge Mora, un militaire doté d'une vaste expérience opérationnelle et stratégique, politiquement proche des milieux de droite et qui avait accompagné le président durant sa campagne électorale. Ce choix a mis en évidence l'importance que la nouvelle administration entendait accorder à la composante militaire dans sa politique de sécurité et de défense (El Universal, 2026).

Foto: EFE



Par ailleurs, la nomination de Paola Holguín à la tête du ministère des Cultures s'inscrivait dans une autre des orientations idéologiques défendues par le président : promouvoir ce qu'il désigne comme la « bataille culturelle », visant à remettre en question ce que son discours politique présente comme l'agenda woke.

Au ministère de l'Intérieur, Rodrigo Lara a initialement pris la tête du portefeuille. Toutefois, sa démission ultérieure et la nomination d'Alejandro Ordóñez pour lui succéder ont marqué une réorientation vers un profil politique davantage proche des milieux conservateurs et de la droite traditionnelle, avec lesquels Ordóñez présente une plus grande proximité idéologique que son prédécesseur. Ce changement pourrait notamment être lié aux difficultés rencontrées par le gouvernement pour faire adopter le Budget général de la Nation (Presupuesto General de la Nación, PGN) au cours de son examen parlementaire. Bien que l'exécutif ait obtenu les majorités nécessaires lors du vote correspondant, l'adoption du projet de loi a finalement été compromise en raison d'un vice de procédure législative (Semana, 2026 ; El Espectador, 2026).

Cette orientation s'est également reflétée dans les premières décisions prises en matière de sécurité et de défense. Conformément au discours de fermeté qui avait caractérisé sa campagne, le gouvernement d'Abelardo de la Espriella a mis en œuvre une stratégie axée sur l'intensification des opérations militaires et le recours à des capacités offensives contre les principales structures armées illégales du pays. Au cours de ses 90 premiers jours de mandat, cette politique s'est concrétisée par des frappes aériennes, des opérations de haute précision et des interventions des forces de sécurité visant à affaiblir les capacités opérationnelles et territoriales de ces organisations (Impacto News, 2026).

Toutefois, la mise en œuvre de cette stratégie s'est accompagnée de résultats contrastés. Si les opérations militaires ont permis de faire état de pertes dans les rangs et d'arrestations de membres d'organisations criminelles, plusieurs événements ont également mis en évidence le maintien de leur capacité d'action et de représailles. Parmi ceux-ci figurent les attaques contre des unités militaires et policières, le recours à des explosifs et à des drones contre les forces de sécurité, ainsi que l'enlèvement de membres des institutions chargées de la sécurité, dont une sous-lieutenante de l'armée de terre (Publimetro, 2026). Ces événements ont constitué un défi pour l'administration, dans la mesure où ils ont montré que l'intensification de l'offensive militaire ne se traduisait pas automatiquement par une diminution des menaces pesant sur la population et les institutions de l'État.



S’agissant de l’évolution statistique de la criminalité, la comparaison entre les périodes de janvier à septembre 2025 et de janvier à septembre 2026 fait apparaître des tendances différenciées. Le nombre de victimes d’enlèvements a diminué de 40 % (passant de 554 à 330), tandis que le nombre de cas a enregistré une baisse de 2 % (de 243 à 237). De même, les enlèvements à des fins d’extorsion ont diminué de 55 %, les infractions sexuelles de 6 %, les vols visant les particuliers de 6 % et les vols dans les établissements commerciaux de 19 %. Des baisses ont également été enregistrées dans les cas de piraterie routière (-63 %), de vols de véhicules (-5 %) et d’infractions contre les ressources naturelles et l’environnement (-2 %).

Pour sa part, le nombre d'homicides volontaires est resté pratiquement stable, passant de 10 469 à 10 432 victimes. À l’inverse, les faits d’extorsion ont augmenté de 3 % et les actes de terrorisme de 4 %. Une hausse de 14 % a également été enregistrée, tant pour le nombre de victimes de massacres (passant de 253 à 289) que pour le nombre de cas recensés (de 72 à 82) (Ministère de la Défense nationale, 2026).

En matière de lutte contre le narcotrafic, l’éradication manuelle des cultures de coca a augmenté de 50 %, passant de 5 687 à 8 549 hectares. Toutefois, les saisies de cocaïne ont diminué de 6 % (de 781,8 à 734,2 kg) et celles d’héroïne de 69 % (de 410 à 128 kg), tandis que les saisies de marijuana ont augmenté de 7 % (de 331,6 à 355,5 tonnes). Dans l’ensemble, ces indicateurs témoignent de progrès dans certaines activités opérationnelles, mais également d’une évolution défavorable de certains phénomènes criminels et de résultats contrastés dans la lutte contre les économies illicites (Ministère de la Défense nationale, 2026).

Enfin, il convient de préciser que ces données couvrent la période allant de janvier à septembre 2026 et incluent donc plusieurs mois antérieurs à la prise de fonction d'Abelardo de la Espriella, le 7 août. Par conséquent, ces résultats ne peuvent être intégralement attribués à son administration ni être considérés comme un bilan exclusif de ses 90 premiers jours de mandat. Ils constituent néanmoins un point de référence permettant de contextualiser la situation sécuritaire dont le nouveau gouvernement a hérité et d'identifier les tendances au regard desquelles son action devra être évaluée.

En conclusion, au cours de ses premiers mois au pouvoir, le gouvernement d'Abelardo de la Espriella présente un bilan contrasté en matière de sécurité. Des progrès ont été enregistrés dans la réduction de certains indicateurs de criminalité et le renforcement de certaines opérations sur le terrain. Toutefois, des évolutions défavorables témoignent de l'ampleur des défis qui restent à relever, notamment l'augmentation des massacres, des actes d'extorsion et des actes de terrorisme, ainsi que la diminution des saisies de cocaïne et d'héroïne. Dans ce contexte, l'administration devra renforcer ses capacités en matière de renseignement, d'interdiction et de contrôle territorial afin d'améliorer les résultats de la lutte contre les économies illicites et de réduire les menaces pesant sur la population et les forces de sécurité. Il convient toutefois de rappeler que les indicateurs analysés couvrent



Équipe d'analyse

UNIDAD DE ANÁLISIS POLÍTICO Y SEGURIDAD CORPORATIVA



Mateo Pineda
Consultante UAPSC

Note. Le travail d'investigation et d'analyse présenté dans ce rapport est exclusif à 3+ Security Colombia. Par conséquent, il est recommandé de ne pas divulguer le présent document. 3+ Security Colombia Ltda. se réserve le droit quant aux interprétations pouvant découler de la lecture, de l'examen et de la consultation des informations présentées.

RÉFÉRENCES

Agência Câmara. (2026, 25 de octubre). Lula é reeleito presidente com quase 52% dos votos válidos no 2º turno. Câmara dos Deputados. https://www.camara.leg.br/noticias/1313705-lula-e-reeleito-presidente-com-quase-52-dos-votos-validos-no-2o-turno

Anadolu Agency. (2026, 4 de noviembre). US midterm elections. https://www.aa.com.tr/en/info/infographic/54774

Associated Press. (2026, 20 de octubre). As truck drivers protest diesel prices, supermarkets empty in southern Italy. AP News. https://apnews.com/article/italy-trucker-protest-empty-shelves-pumps-f488c47abce9295b30e040c1584e31ae

CNN en Español. (2026, 10 de noviembre). La mayoría de los estadounidenses serán gobernados por demócratas tras las elecciones. CNN. https://cnnespanol.cnn.com/2026/11/10/eeuu/mayoria-estadounidenses-gobernados-democratas-trax

Diario Alerta. (2026, 18 de octubre). La extrema izquierda desata el caos en Italia: Meloni denuncia a las «bandas de matones» tras los violentos disturbios en Milán, Turín y Bolonia. Diario Alerta. https://www.eldiarioalerta.com/articulo/europa/extrema-izquierda-desata-caos-italia-meloni-denuncia-bandas-matones-violentos-disturbios-milan-turin-bolonia/20261018212214584971.html

Duggal, H. (2026, 8 de noviembre). Mapping how France's protest wave spread across Europe. Al Jazeera. https://www.aljazeera.com/news/2026/11/8/mapping-how-frances-protest-wave-spread-across-europe

Escudero, M. (2026, 10 de noviembre). Demócratas ganan el Congreso, pero ICE conserva su dinero: qué sigue. Uno TV US. https://www.unotv.com/us/inmigracion-us/democratas-ganan-el-congreso-pero-ice-conserva-su-dinero-que-sigue/

McAdam, D., & Rucht, D. (1993). The cross-national diffusion of movement ideas. The ANNALS of the American Academy of Political. https://doi.org/10.1177/0002716293528001005

Milenio Internacional. (2026, 8 de octubre). Aumenta la crisis educativa en Francia: cronología para entender las protestas estudiantiles. Milenio. https://www.milenio.com/internacional/cronologia-para-entender-las-protestas-estudiantiles-en-francia

Noticias ONU. (2026, octubre). [Título del artículo]. Naciones Unidas. https://news.un.org/es/story/2026/10/1542085

Strang, D., & Soule, S. A. (1998). Diffusion in organizations and social movements: From hybrid corn to poison pills. Annual Review of Sociology, 24, 265–290. https://doi.org/10.1146/annurev.soc.24.1.265

Parodi, A., & Reid, H. (2026, 29 de octubre). French retailers brace for bleak Christmas as protests darken festive mood. Euronext. https://live.euronext.com/en/financial-news/french-retailers-brace-bleak-christmas-protests-darken-festive-mood

Redactores News Web. (2021, 28 de mayo). Gases lacrimógenos y sus impactos en el ambiente. WordPress. https://redactoresnewsweb.wordpress.com/2021/05/28/gases-lacrimogenos-y-sus-impactos-en-el-ambiente/

Reuters. (2026, 4 de noviembre). Democrats flex congressional majorities as Trump accepts electoral losses. https://www.reuters.com/legal/government/democrats-seize-congress-sweeping-midterm-repudiation-trump-2026-11-04/

Tarrow, S. (2010). Dynamics of diffusion: Mechanisms, institutions, and scale shift. En R. K. Givan, K. M. Roberts, & S. A. Soule (Eds.), The diffusion of social movements: Actors, mechanisms, and political effects (pp. 204–220). Cambridge University Press. https://www.cambridge.org/core/books/abs/diffusion-of-social-movements/dynamics-of-diffusion-mechanisms-institutions-and-scale-shift/3CED5A892EDDD4CC23A101C385451698

Verdú, D. (2026, 18 de octubre). Macron acusa a la "extrema izquierda" de inflamar la calle. EL PAÍS. https://elpais.com/internacional/2026-10-18/macron-acusa-a-la-extrema-izquierda-de-inflamar-la-calle.html

Castro, N. (2026, 5 de noviembre). ELN confirmó que tiene secuestrada a subteniente del Ejército en Arauca y envió mensaje a su familia. Publimetro. https://www.publimetro.co/noticias/2026/11/05/eln-confirmo-que-tiene-secuestrada-a-subteniente-del-ejercito-en-arauca-y-envio-mensaje-a-su-familia/

El Universal. (2026, 7 de agosto). Gabinete de Abelardo de la Espriella: estos son sus ministros. https://www.eluniversal.com.co/colombia/2026/08/07/gabinete-de-abelardo-de-la-espriella-estos-son-sus-ministros/

Ministerio de Defensa Nacional, Viceministerio para las Políticas de Defensa y Seguridad, Observatorio de Derechos Humanos y Defensa Nacional. (s. f.). Seguimiento a indicadores de seguridad y resultados operacionales. https://www.mindefensa.gov.co/sites/Sitio-Web-Ministerio-Defensa/defensa-y-seguridad/datos-y-cifras/informacion-estadistica

Redacción Política. (2026, 22 de octubre). Sale Lara y entra Ordóñez: Congreso pide al Gobierno estabilidad y abrirse al diálogo. El Espectador. https://www.elespectador.com/politica/sale-lara-y-entra-ordonez-congreso-pide-al-gobierno-estabilidad-y-abrirse-al-dialogo/

Redacción Semana. (2026, 9 de julio). Gabinete de Abelardo de la Espriella: así se ha conformado el equipo del gobierno entrante. Semana. https://www.semana.com/politica/articulo/gabinete-de-abelardo-de-la-espriella-asi-se-ha-conformado-el-equipo-del-gobierno-entrante/202653/

Rubio Marín, S. (s. f.). Teorema del votante mediano. Teoremas. https://teoremas.net/teorema/teorema-del-votante-mediano/

Impacto News. (2026, 11 de noviembre). Bombardeos, operativos, capturas y golpes al narcotráfico: resultados que marcan los primeros 95 días del presidente De la Espriella. https://impactonews.co/bombardeos-operativos-capturas-y-golpes-al-narcotrafico-resultados-que-marcan-los-primeros-95-dias-del-presidente-de-la-espriella/


SECURITY
COLOMBIA
SCANEZ ET ACCÉDEZ AUX
ÉDITORIAUX COMPLETS.
Si vous souhaitez en savoir plus sur nos éditoriaux, analyses géopolitiques et rapports de risque, scannez le code QR.
La sécurité dont le monde a besoin